

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en de Informatica,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 1 december 1983 tot vaststelling van de samenstelling, de opdracht en de werking van de Adviesraad voor huurders en eigenaars, inge-

steld bij de Raad van Beheer van elke (door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting erkende maatschappij), wordt opgeheven.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 18 januari 1984.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 januari 1984.

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting
en de Informatica,

J. MAYENCE

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

F. 84 — 351

18 JANVIER 1984. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon déterminant la composition, la mission et le fonctionnement du Comité consultatif des locataires et des propriétaires, institué auprès du Conseil d'administration de chaque société agréée par la Société nationale du Logement

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu le Code du Logement, notamment l'article 77bis, inséré par le décret du Conseil Régional Wallon du 26 janvier 1983;

Vu l'avis de la Société nationale du Logement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Région Wallonne pour le Logement et l'Informatique,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Composition

Article 1er. Le Comité consultatif des locataires et des propriétaires institué par l'article 77bis, § 1er du Code du Logement auprès du Conseil d'administration de chaque société agréée par la Société nationale du Logement est composé de membres effectifs et, éventuellement, de membres suppléants.

Les membres effectifs sont au nombre de 5, de 7 ou de 9, selon respectivement que le nombre des logements occupés par les électeurs et qui dépendent de la société agréée est inférieur à 1 000, inférieur à 2 000, ou égal ou supérieur à 2 000.

Art. 2. Il est procédé tous les quatre ans, le deuxième samedi du mois de mai, à l'élection des membres du Comité consultatif des locataires et propriétaires, dénommé ci-dessous « le Comité ».

Toutefois, les premières élections auront lieu le 23 juin 1984. Les opérations de vote ont lieu de 8 à 12 h.

Art. 3. Les membres du Comité sont élus par les personnes qui, le 1er septembre de l'année qui précède l'année de l'élection, avaient la qualité de locataire ou de propriétaire et occupent effectivement le logement.

Le vote n'est pas obligatoire.

Art. 4. Quatre mois avant l'élection, le Conseil d'administration de la société agréée dénommé ci-dessous « le Conseil », dresse la liste des électeurs par ordre alphabétique. Pendant les quinze jours qui suivent, la liste est affichée au siège de la société agréée, avec le texte du présent arrêté.

Art. 5. Au cours du délai d'affichage prévu à l'article 4, les locataires et les propriétaires visés à l'article 3, alinéa 1er, peuvent introduire une demande motivée visant à leur inscription ou à la radiation d'inscriptions qu'ils considèrent comme irrégulières.

Les réclamations sont adressées à la société agréée par lettre recommandée à la poste ou déposées à son siège contre accusé de réception.

Le Conseil statue dès la réception de la réclamation et notifie sa décision sans délai à l'auteur de la réclamation par lettre recommandée à la poste.

A défaut de notification dans les 8 jours de l'envoi ou du dépôt de la réclamation, l'inscription demandée est réputée acquise ou la radiation refusée.

Art. 6. Dans les 16 jours de l'envoi ou du dépôt de la réclamation visée à l'article 5, alinéa 2, l'auteur de la réclamation peut introduire par lettre recommandée à la poste un recours auprès de la Commission de Recours et de Contrôle visée à l'article 27.

La Commission statue dès la réception du recours. Elle notifie sa décision sans délai à l'auteur de la réclamation et au Conseil par lettre recommandée à la poste.

A défaut de notification dans les 10 jours, l'inscription demandée est réputée acquise ou la radiation refusée.

Art. 7. Sont éligibles les électeurs qui sont âgés de 18 ans au moins le jour de l'élection, qui sont locataires ou propriétaires et l'étaient déjà le 1er janvier de l'année qui précède l'année de l'élection et qui, s'ils sont locataires, sont en règle de paiement de loyer au moment du dépôt de leur candidature.

Ne peuvent être élus, ni les membres du Conseil, ni les membres de la société agréée, ni les employés de la société agréée, ni les membres de la famille des uns et des autres qui habitent sous le même toit.

Art. 8. Les candidatures doivent être introduites au plus tard le soixantième jour avant l'élection. Elles sont adressées à la société agréée par lettre recommandée à la poste ou déposées à son siège contre accusé de réception.

Art. 9. Au plus tard le septante-cinquième jour avant l'élection, le Conseil convoque chacun des électeurs par lettre individuelle.

La convocation indique la date et le lieu de l'élection, le nombre de sièges à pourvoir, ainsi que la date jusqu'à laquelle les candidatures peuvent être introduites.

Elle rappelle que les opérations de vote ont lieu de 8 à 12 h.

Elle reproduit les articles 7 à 11 du présent arrêté.

Le texte de la convocation est affiché au siège de la société agréée jusqu'au jour de l'élection.

Art. 10. Le cinquantième jour avant l'élection, le Conseil dresse la liste des candidats par ordre alphabétique. Cette liste est affichée au siège de la société agréée, selon le cas, jusqu'au jour de l'élection ou jusqu'à la constatation de l'arrêt de la procédure électorale ou la proclamation de l'élection sans lutte, prévue à l'article 12.

Art. 11. Les réclamations contre la liste des candidats doivent être introduites au plus tard le quarantième jour avant l'élection par lettre recommandée à la poste, auprès de la Commission de Recours et de Contrôle visée à l'article 27.

Celle-ci statue et notifie sa décision sans délai à l'auteur de la réclamation et au Conseil, par lettre recommandée à la poste.

Si les notifications n'ont pas été faites au plus tard le trentième jour avant l'élection, la réclamation est réputée rejetée.

Art. 12. Au cas où le nombre de candidats n'atteint pas le nombre des membres effectifs à élire, la procédure électorale est arrêtée.

Au cas où le nombre de candidats est égal au nombre des membres effectifs à élire, les candidats sont proclamés élus sans lutte.

Le Conseil constate l'arrêt de la procédure électorale ou proclame l'élection sans lui. Dans les deux cas, il en informe les électeurs.

Art. 13. Le Conseil assure l'organisation matérielle de l'élection. Il prend les dispositions nécessaires au respect du secret du vote.

Il y a un bureau de vote par mille électeurs. Un bureau au moins est établi au siège de la société agréée.

Art. 14. Le vingt-deuxième jour avant l'élection, le Conseil désigne les membres des bureaux de vote et du bureau de dépouillement, il désigne des membres suppléants de ces bureaux s'il y a lieu.

Les bureaux de vote et le bureau de dépouillement sont composés d'au moins 3 personnes dont le président. Le président est un membre du Conseil. Il choisit un secrétaire parmi les électeurs non-candidats, mais éligibles.

Art. 15. Le vingtième jour avant l'élection, le Conseil détermine la forme du bulletin de vote.

Doivent figurer sur le bulletin de vote, la dénomination de la société agréée, la date de l'élection, et la liste des candidats dressée par ordre alphabétique ainsi que, en face de chacun des noms des candidats, une case pour le vote.

Le Conseil prend les dispositions nécessaires pour que le nombre des bulletins de vote soit supérieur au nombre des électeurs.

Art. 16. Les candidats peuvent assister aux opérations de vote et de dépouillement.

Art. 17. L'électeur est admis au vote sur présentation de sa carte d'identité et de sa lettre de convocation.

L'électeur qui n'est pas muni de sa lettre de convocation est admis au vote s'il figure sur la liste prévue aux articles 4 à 6.

Art. 18. L'électeur vote pour un ou pour plusieurs candidats. Toutefois, le bulletin est nul s'il contient plus de suffrages qu'il n'y a de membres effectifs à élire.

Art. 19. L'électeur plie son bulletin en quatre, de manière à cacher son vote, et le dépose dans l'urne prévue à cet effet.

Toute marque quelconque permettant d'identifier l'électeur rend le bulletin nul.

Sont également nuls, les bulletins autres que ceux qui ont été remis à l'électeur au moment du vote.

Art. 20. Le dépouillement s'opère le jour du vote à partir de 13 heures.

Le bureau de dépouillement relève le nombre des voix obtenues par chacun des candidats et établit la liste des élus effectifs et suppléants; il dresse le procès-verbal de ces opérations.

Il invite les candidats présents à signer le procès-verbal.

Art. 21. Sont élus membres effectifs, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

En cas de parité de voix, est élu le candidat qui occupe un logement depuis le plus grand nombre d'années.

En cas de parité de voix et d'années d'occupation, est élu le candidat le plus âgé.

Les parties d'années d'occupation ne sont pas comptées.

Art. 22. Sont élus membres suppléants, les candidats non élus membres effectifs qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

Le nombre des membres suppléants ne peut dépasser celui des membres effectifs.

L'ordre des suppléants est déterminé par le nombre des voix obtenues. Le cas échéant, il est fait application de l'article 21, alinéas 2 à 4.

Art. 23. Dans les quarante-huit heures de l'élection, le président du bureau de dépouillement adresse un exemplaire du procès-verbal des opérations de ce bureau, par lettre recommandée à la poste, à la Commission de Recours et de Contrôle visée à l'article 27.

Dans le même délai, le Conseil affiche un exemplaire du procès-verbal au siège de la société agréée et en adresse un autre à chaque candidat.

Art. 24. Dans les huit jours de l'élection, tout candidat peut introduire par lettre recommandée à la poste une réclamation auprès de la Commission de Recours et de Contrôle visée à l'article 27.

Celle-ci statue et notifie sa décision sans délai à l'auteur de la réclamation et au Conseil, par lettre recommandée à la poste.

A défaut de notification dans les trente jours qui suivent l'élection, la réclamation est réputée rejetée.

Art. 25. Cesse de faire partie du Comité, le membre effectif qui ne satisfait plus aux conditions prévues à l'article 7, alinéa 1er.

Le Conseil constate que l'intéressé a cessé de faire partie du Comité et le lui notifie par lettre recommandée à la poste.

Dans les huit jours de la réception de la lettre de notification, l'intéressé peut introduire par lettre recommandée à la poste, une réclamation auprès de la Commission de Recours et de Contrôle visée à l'article 27.

Celle-ci statue et notifie sa décision sans délai à l'auteur de la réclamation et au Conseil, par lettre recommandée à la poste.

A défaut de notification dans les 30 jours qui suivent l'envoi de la réclamation, celle-ci est réputée rejetée.

Art. 26. Le membre effectif qui a cessé de faire partie du Comité ou dont le mandat vient à expiration est remplacé par un membre suppléant dans l'ordre prévu à l'article 22, alinéa 3.

Le Comité n'est plus valablement constitué lorsque le nombre de ses membres est inférieur à trois.

Art. 27. Il est institué, pour la Région wallonne, une Commission de Recours et de Contrôle dénommée ci-après « la Commission ».

Elle est composée :

- d'un président désigné par l'Exécutif Régional Wallon;
- de deux membres désignés par le Ministre qui a le Logement dans ses attributions, parmi les fonctionnaires de niveau I de l'Administration du Logement;
- de deux membres désignés par le Conseil d'administration de la Société nationale du Logement, parmi les agents statutaires de niveau I du rôle français de son personnel.

Le siège de la Commission est établi à l'Administration du Logement.

Le secrétariat de la Commission est assuré par l'Administration du Logement.

Outre les attributions définies aux articles 6, 11, 23, 24 et 25, la Commission dispose d'un pouvoir général de contrôle de la procédure électorale.

CHAPITRE II. — Mission et fonctionnement

Art. 28. L'avis du Comité doit être demandé dans les matières suivantes :

- 1° les relations entre la société agréée et les propriétaires et locataires, et l'information relative aux droits et aux obligations de l'une et des autres;
- 2° l'animation et les activités sociales et culturelles dans les immeubles ou les groupes d'immeubles dépendant de la société;
- 3° l'entretien et la rénovation des logements et de leurs abords;
- 4° le décompte annuel des charges, ventilé selon leur nature, et le montant des provisions y afférentes;
- 5° les mesures générales à prendre pour le recouvrement des arriérés de loyers et de charges;
- 6° le règlement d'ordre intérieur des immeubles.

L'avis du Comité peut être demandé dans toute autre matière qui entre dans l'objet de la société agréée.

Aucun avis ne peut porter sur des cas individuels.

Art. 29. Dès son installation, le Comité élit parmi ses membres un bureau qui comprend au moins un président et un secrétaire. Il donne immédiatement connaissance au président du Conseil d'administration de la société agréée de la composition du bureau.

Il adopte un règlement d'ordre intérieur et le communique au président du Conseil d'administration de la société agréée.

Le Comité détermine, de commun accord avec le président du Conseil d'administration de la société agréée ou son délégué, le mode de transmission des informations nécessaires à son bon fonctionnement.

Art. 30. Le Comité émet ses avis à la majorité des voix des membres qui le composent.

Le mandat des membres du Comité est gratuit.

Art. 31. Une fois par trimestre au moins, à l'invitation du président du Conseil d'administration de la société agréée ou de son délégué, le président du Comité convoque celui-ci à une réunion à laquelle assistent un ou plusieurs représentants de la

société agréée et au cours de laquelle sont discutées les demandes d'avis formulées par le Conseil d'administration de la société agréée.

Le président du Conseil d'administration de la société agréée ou son délégué établit l'ordre du jour de la réunion et assume la présidence de celle-ci.

Les autres modalités des réunions visées à l'article 1er, y compris le choix des jours de la semaine qui s'y prêtent le mieux, sont fixées de commun accord par le président du Conseil d'administration ou son délégué et le président du Comité.

L'avis est donné dans les dix jours de calendrier à partir de la réunion au cours de laquelle la demande d'avis a été mise en discussion. A défaut d'avis communiqué au président du Conseil d'administration de la société agréée à l'expiration de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Art. 32. Si le président du Conseil d'administration de la société agréée ou son délégué et le président du Comité ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les modalités visées à l'article 31,

alinéa 3, la décision est prise par la Société nationale du Logement.

Art. 33. Si, au cours d'un trimestre, aucune réunion n'a été tenue conformément à l'article 31, le directeur général de la Société nationale du Logement ou son délégué, à la demande du président du Comité ou du président du Conseil d'administration de la société agréée ou de son délégué, convoque une réunion qui doit se tenir sous sa présidence, dans le trimestre qui suit.

Art. 34. Dans le cas où le Conseil prend une décision dans une des matières visées à l'article 28, alinéa 1er, sans avoir consulté le Comité, cette décision est suspendue.

Art. 35. Le présent arrêté entre en vigueur le 30 novembre 1983.

Art. 36. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 janvier 1984.

Le Ministre de la Région Wallonne
pour le Logement et l'Informatique

J. MAYENCE

Le Ministre-Président de la Région Wallonne,
chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

UBERSETZUNG

D. 84 — 351

18. JANUAR 1984. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Bestimmung von Zusammensetzung, Aufgabe und Tätigkeit des bei dem Verwaltungsrat jeder einzelnen von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft anerkannten Gesellschaft eingesetzten Beratungsausschusses der Mieter und Eigentümer

Unter Berücksichtigung des Wohnungsgesetzbuches, insbesondere des durch Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 26. Januar 1983 eingefügten Artikels 77bis;

Unter Berücksichtigung der Stellungnahme der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft;

Unter Beachtung des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Informatik,

Beschliesst die Wallonischen Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Zusammensetzung

Artikel 1 — Der gemäss artikel 77bis § 1 des Wohnungsgesetzbuches bei dem Verwaltungsrat einer jeden von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft anerkannten Gesellschaft eingesetzte Beratungsausschuss der Mieter und Eigentümer besteht aus ordentlichen und gegebenenfalls Ersatzmitgliedern.

Die Anzahl der ordentlichen Mitglieder beträgt 5, 7 oder 9, je nachdem die Anzahl der von den Wähler bezogenen und der anerkannten Gesellschaft zugeordneten Wohnungen bis zu 1000, 2000 oder über 2000 erreicht.

Art. 2 — Alle vier Jahre, am zweiten Samstag im Monat Mai, ist die Wahl der Mitglieder des Beratungsausschusses der Mieter und Eigentümer, im weiteren Verlauf « der Ausschuss » genannt, zu wählen.

Die erste Wahl findet jedoch am 23. Juni 1984 statt. Die Wahlverrichtungen finden statt zwischen 8 und 12 Uhr.

Art. 3 — Die Ausschussmitglieder werden von denjenigen Personen gewählt, die am 1. September vor dem Wahljahr Mieter oder Eigentümer waren und die Wohnung auch tatsächlich selbst innehaben.

Es besteht keine Wahlpflicht.

Art. 4 — Vier Monate vor der Wahl hat der im weiteren Verlauf als « der Rat » bezeichnete Verwaltungsrat der anerkannten Gesellschaft eine alphabetische geordnete Wählerliste zu erstellen. Während der zwei darauf folgenden Wochen ist diese Liste zusammen mit dem Wortlaut des vorliegenden Erlasses am Sitz der anerkannten Gesellschaft auszuhängen.

Art. 5 — Während der in Artikel 4 vorgeschriebenen Aushangfrist können die in Artikel 3, Absatz 1 angegebenen Mieter und Eigentümer einen begründeten Antrag mit dem Zweck ihrer Eintragung in die Liste bzw. zwecks Streichung der von ihnen als ordnungswidrig betrachteten Eintragungen einreichen.

Die Beschwerden sind der anerkannten Gesellschaft per Einschreiben zuzustellen oder gegen Empfangsbestätigung am Gesellschaftssitz hereinzugeben.

Der Rat hat sofort nach Eingang über die Beschwerden zu befinden und dem Beschwerdeführer die getroffene Entscheidung unverzüglich per Einschreibebrief bekanntzugeben.

Erfolgt keine Mitteilung innerhalb 8 Tagen nach Versand oder Hereingabe der Beschwerde, dann ist die beantragte Eintragung als zulässig oder die geforderte Streichung als abgelehnt zu betrachten.

Art. 6 — Innerhalb 16 Tagen nach Versand oder Hereingabe der in Artikel 5 Abs. 2 erwähnten Beschwerde kann der Beschwerdeführer Einspruch bei der in Artikel 27 angegebenen Einspruchs- und Kontrollkommission per Einschreiben einreichen.

Sofort nach Erhalt hat die Kommission über den Einspruch zu befinden. Sie hat dem Beschwerdeführer und dem Rat ihre Entscheidung unverzüglich per Einschreibebrief bekanntzugeben.

Erfolgt keine Mitteilung innerhalb 10 Tagen, wird davon ausgegangen, dass dem Antrag auf Eintragung in die Liste stattgegeben bzw. die Streichung abgelehnt wurde.

Art. 7 — Als wählbar gelten die Wähler, die am Wahltag mindestens 18 Jahre alt sind, bereits am 1. Januar vor dem Wahljahr Mieter bzw. Eigentümer waren, und, falls sie Mieter sind, zum Zeitpunkt des Erreichens ihrer Kandidatur, ihre Miete ordnungsgemäss bezahlt haben.

Weder Ratsmitglieder noch Angehörige der anerkannten Gesellschaft noch Angestellte der anerkannten Gesellschaft noch Familienmitglieder der Vorerwähnten, wenn sie mit ihnen zusammenwohnen, dürfen gewählt werden.

Art. 8 — Kandidaturen müssen spätestens sechzig Tage vor der Wahl eingereicht werden. Sie sind der anerkannten Gesellschaft per Einschreiben zu übermitteln oder am Gesellschaftssitz gegen Empfangsbestätigung einzureichen.

Art. 9 — Spätestens am fünfundsiebzigsten Tag vor der Wahl hat der Rat die Wähler einzeln per Einschreibebrief zur Wahl aufzufordern.

Die Wahlaufforderung muss folgende Angaben enthalten : Wahltag, Wahlort sowie den äussersten Termin für das Einreichen der Kandidaturen.

Es muss darin erwähnt werden, dass die Wahl von 8.00 bis 12.00 Uhr abgehalten wird.

Die Artikel 7 bis 11 des vorliegenden Erlasses sind im Wortlaut darin aufzuführen.

Der Wortlaut der Wahlaufforderung ist bis zum Wahltag am Sitz der anerkannten Gesellschaft auszuhängen.

Art. 10 — Am fünfzigsten Tag vor der Wahl hat der Rat die alphabetisch geordnete Kandidatenliste zu erstellen. Diese Liste ist am Sitz der anerkannten Gesellschaft auszuhängen und zwar je nach Fall, bis zum Wahltag oder bis zu der in Artikel 12 erwähnten Einstellung des Wahlvorgangs bzw. der Verkündung der Ergebnisse der kampflosen Wahl.

Art. 11 — Beschwerden bezüglich der Kandidatenliste müssen spätestens am vierzigsten Tag vor der Wahl per Einschreibebrief bei der in Artikel 27 erwähnten Einspruchs- und Kontrollkommission eingereicht werden.

Die Kommission befindet sofort darüber und benachrichtigt den Beschwerdeführer unverzüglich per Einschreibebrief.

Erfolgt keine Benachrichtigung bis spätestens zum dreissigsten Tag vor der Wahl, dann gilt die Beschwerde als verworfen.

Art. 12 — Werden nicht genügend Kandidaturen eingereicht um die Anzahl der zur Wahl ausgeschriebenen ordentlichen Mitgliedsstellen zu besetzen, dann ist das Wahlverfahren einzustellen.

Entspricht die Kandidatenanzahl der Anzahl der zur Wahl ausgeschriebenen ordentlichen Mitgliedsstellen, dann werden die Kandidaten als kampflos erklärt.

Der Rat stellt die Einstellung des Wahlvorgangs fest oder er verkündet die kampflose Wahl. In beiden Fällen hat er die Wähler entsprechend zu benachrichtigen.

Art. 13 — Der Rat gewährleistet die materielle Durchführung der Wahl. Er trifft die erforderlichen Vorkehrungen zur Wahrung des Wahlheimnisses.

Es ist ein Wahlbüro für je eintausend Wähler vorzusehen. Mindestens ein Wahlbüro ist am Sitz der anerkannten Gesellschaft einzurichten.

Art. 14 — Am zweiundzwanzigsten Tag vor der Wahl bezeichnet der Rat die Mitglieder der Wahlbüroverstände und des Zählbürovorstandes; er bezeichnet, falls erforderlich, die Ersatzmitglieder für diese Wahlvorstände.

Die Wahlbüroverstände und der Zählbürovorstand bestehen aus mindestens drei Personen, einschliesslich des Vorsitzenden. Der Vorsitzende ist Mitglied des Rates. Er sucht sich einen Sekretär unter den wählbaren Wählern, die nicht auf der Kandidatenliste stehen.

Art. 15 — Am zwanzigsten Tag vor der Wahl bestimmt der Rat die Gestalt des Stimmzettels.

Der Stimmzettel enthält : die Bezeichnung der anerkannten Gesellschaft, das Wahldatum, die Liste der Kandidaten in alphabetischer Reihenfolge sowie ein Stimmfeld vor jedem Kandidatenamen. Der Rat hat dafür zu sorgen, dass ausreichend Stimmzettel zur Verfügung stehen.

Art. 16 — Die Kandidaten dürfen bei den Wahl- und Zählvorgängen zugegen sein.

Art. 17 — Die Wähler werden auf Vorlage des Personalausweises und der Wahlaufforderung zur Wahl zugelassen.

Wähler, die ohne Wahlaufforderung erscheinen, werden zur Wahl zugelassen, wenn sie auf der in den Artikeln 4 bis 6 erwähnten Liste eingetragen sind.

Art. 18 — Der Wähler gibt seine Stimme für einen oder mehrere Kandidaten ab. Der Stimmzettel ist jedoch ungültig, wenn darauf mehr Stimmen abgegeben wurden als ordentliche Mitglieder zu wählen waren.

Art. 19 — Der Wähler faltet den Stimmzettel in vier, so dass seine Stimmabgabe nicht zu sehen ist, und wirft ihn dann in die vorgesehene Urne.

Durch irgendwelche Kennzeichnung, die auf den Wähler schliessen lassen könnte, wird der Stimmzettel ungültig.

Ausser den den Wähler bei der Stimmabgabe überreichten Stimmzetteln, sind alle weiteren Stimmzettel ebenfalls ungültig.

Art. 20 — Die Stimmenzählung erfolgt am Wahltag ab 13 Uhr.

Der Wahlbürovorstand zählt die Stimmen, die für jeden der einzelnen Kandidaten abgegeben wurden und erstellt eine Liste mit den gewählten ordentlichen und den Ersatzkandidaten. Über diese Vorgänge hat er ein Protokoll aufzunehmen.

Er fordert die anwesenden Kandidaten auf, das Protokoll zu unterzeichnen.

Art. 21 — Kandidaten, die die höchste Stimmenanzahl auf sich vereinigen konnten, gelten als ordentliche Mitglieder gewählt.

Bei Stimmgleichheit gilt derjenige Kandidat als gewählt, der eine Wohnung über eine höhere Anzahl Jahre hinweg innehat.

Bei Stimmen- und Inhaberjahrengleichheit gilt der älteste Kandidat als gewählt.

Unvollständige Inhaberjahre bleiben unberücksichtigt.

Art. 22 — Gelten als gewählte Ersatzmitglieder Kandidaten mit der höchsten Stimmenanzahl, die nicht zu ordentlichen Ausschussmitgliedern gewählt wurden.

Es dürfen nicht mehr Ersatzmitglieder als ordentliche Mitglieder gewählt werden.

Die Reihenfolgebestimmung der Ersatzmitglieder erfolgt gemäss der erhaltenen Stimmenanzahl. Gegebenenfalls kommen die Absätze 2 bis 4 von Artikel 21 zur Anwendung.

Art. 23 — Innerhalb achtundvierzig Stunden nach der Wahl übermittelt der Zählbürovorstandsvorsitzende der in Artikel 27 erwähnten Einspruchs- und Kontrollkommission ein Exemplar des Protokolls des Zählbüros per Einschreiben.

Innerhalb der gleichen Frist hat der Rat eine Ausfertigung dieses Protokolls am Sitz der anerkannten Gesellschaft auszuhängen sowie jedem Kandidaten ein weiteres Exemplar davon zuzustellen.

Art. 24 — Jeder Kandidat kann innerhalb acht Tagen nach der Wahl eine Beschwerde per Einschreiben bei der in Artikel 27 erwähnten Einspruchs- und Kontrollkommission einreichen.

Letztere hat sofort darüber zu befinden und dem Beschwerdeführer sowie dem Rat die gefällte Entscheidung unverzüglich per Einschreiben mitzuteilen.

Erfolgt keine Benachrichtigung innerhalb dreissig Tagen nach der Wahl, dann gilt die Beschwerde als verworfen.

Art. 25 — Ordentliche Mitglieder, die die in Artikel 7 Absatz 1 angegebenen Bedingungen nicht mehr erfüllen, verlieren ihre Eigenschaft als Ausschussmitglieder.

Der Rat bestätigt, dass der Betreffende kein Ausschussmitglied mehr ist und teilt ihm dies per Einschreibebrief mit.

Innerhalb acht Tagen nach Erhalt der Benachrichtigung kann der Betreffende eine Beschwerde bei der in Artikel 27 erwähnten Einspruchs- und Kontrollkommission per Einschreiben einreichen.

Letztere hat sofort darüber zu befinden und dem Beschwerdeführer sowie dem Rat die gefällte Entscheidung unverzüglich per Einschreiben mitzuteilen.

Erfolgt keine Benachrichtigung innerhalb dreissig Tagen nach Versand der Beschwerde, dann gilt sie als abgelehnt.

Art. 26 — Gehört ein ordentliches Mitglied dem Ausschuss nicht mehr an oder ist seine Amtszeit abgelaufen, dann ist es durch ein Ersatzmitglied entsprechend der in Artikel 22, Abs. 3, angegebenen Reihenfolge zu ersetzen.

Mit weniger als 3 Mitglieder hat der Ausschuss keine ordnungsgemässe Zusammensetzung mehr.

Art. 27 — Für die Wallonische Region wird eine Einspruchs- und Kontrollkommission, im weiteren Verlauf « die Kommission » genannt, eingesetzt.

Sie hat folgende Zusammensetzung :

— einen von der Wallonischen Regionalexekutive bezeichneten Vorsitzenden;

— zwei unter den Beamten des Niveaus 1 der Verwaltung für Wohnungswesen durch den zuständigen Minister für Wohnungswesen bezeichnete Mitglieder;

— zwei durch den Verwaltungsrat der Nationalen Wohnungsbau-Gesellschaft bezeichnete Mitglieder, die unter den ordnungsgemäss dem Niveau 1 der französischen Sprachgruppe zugeordneten Bediensteten ihres Personals ausgewählt wurden.

Der Sitz der Kommission wird bei der Verwaltung für Wohnungswesen eingerichtet.

Das Sekretariat der Kommission wird durch die Verwaltung für Wohnungswesen gewährleistet.

Ausser den in den Artikeln 6, 11, 23, 24 und 25 erläuterten Zuständigkeiten besitzt die Kommission eine allgemeine Kontrollbefugnis für das Wahlverfahren.

KAPITEL II — *Aufgabe und Tätigkeit*

Art. 28 — Der Ausschuss muss in den folgenden Angelegenheiten um ein Gutachten ersucht werden :

1. Die Beziehungen zwischen der anerkannten Gesellschaft und den Eigentümern und Mietern sowie die Information über Rechte und Pflichten beider Beteiligten;

2. Die Betreuung sowie soziale und kulturelle Tätigkeiten in Gebäuden und Gebäudekomplexen, wofür die Gesellschaft zuständig ist;

3. Unterhalt und Instandsetzung der Wohnungen und deren Zugänge;

4. Jahresabrechnung der ihrer Beschaffenheit entsprechend aufgeteilten Nebenkosten und die Höhe der entsprechenden Vorschusszahlungen;

5. Allgemeine Massnahmen, die für das Einziehen von ausstehenden Mieten und Nebenkosten zu veranlassen sind;

6. Die Hausordnung.

Eine Stellungnahme des Ausschusses kann für alle weiteren Angelegenheiten beantragt werden, die irgendwie mit dem Zweck der anerkannten Gesellschaft in Verbindung stehen.

Stellungnahmen dürfen sich nie auf persönliche Fälle beziehen.

Art. 29 — Sofort nach seiner Einsetzung wählt der Ausschuss unter seinen Mitgliedern einen Vorstand der zumindest einen Vorsitzenden und einen Schriftführer umfasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrates der anerkannten Gesellschaft ist unverzüglich über die Zusammensetzung des Vorstandes in Kenntnis zu setzen.

Er verabschiedet eine Betriebsordnung und übermittelt sie dem Verwaltungsratsvorsitzenden der anerkannten Gesellschaft.

Ausschuss und Verwaltungsratsvorsitzender der anerkannten Gesellschaft bzw. dessen Vertreter vereinbaren wie die für den ordentlichen Betrieb des Ausschusses erforderliche Nachrichtenübermittlung zu erfolgen hat.

Art. 30 — Die Stellungnahmen bzw. Gutachten des Ausschusses werden mit Stimmenmehrheit der Mitglieder verabschiedet.

Art. 31 — Jedes Quartal hat der Ausschussvorsitzende auf Ersuchen des Verwaltungsratsvorsitzenden der anerkannten Gesellschaft oder dessen Stellvertreters den Ausschuss zu einer

Versammlung zusammenzurufen. An dieser Versammlung nehmen ein oder mehrere Vertreter der anerkannten Gesellschaft teil, um die vom Verwaltungsrat der anerkannten Gesellschaft beantragten Stellungnahmen zu behandeln.

Der Verwaltungsratsvorsitzende der anerkannten Gesellschaft bzw. dessen Vertreter erstellt die Tagesordnung für diese Versammlung und führt ebenfalls den Vorsitz.

Die weiteren Bedingungen für die unter Absatz 1 erwähnten Versammlungen einschliesslich der dafür am besten geeigneten Wochentage sind gemeinsam vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder seinem Vertreter und vom Ausschussvorsitzenden festzusetzen.

Das Gutachten muss innerhalb 10 Kalendertagen nach der Versammlung erteilt werden, im Laufe derer der Antrag behandelt wurde. Erhält der Verwaltungsratsvorsitzende der anerkannten Gesellschaft keinen Bescheid bis zum Ablauf der erwähnten Frist, dann gilt das Gutachten als günstig.

Art. 32 — Falls der Verwaltungsvorsitzende der anerkannten Gesellschaft oder sein Vertreter und der Ausschussvorsitzende bezüglich der unter Artikel 31 Absatz 3 angegebenen Bedingungen keine Einigung erzielen können, dann entscheidet die Nationale Wohnungsbaugesellschaft.

Art. 33 — Sollte im Laufe eines Quartals keine Versammlung gemäss Artikel 31 stattgefunden haben, dann beruft der Generaldirektor der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft auf Antrag des Ausschussvorsitzenden oder des Verwaltungsratsvorsitzenden der anerkannten Gesellschaft bzw. dessen Vertreters eine Versammlung ein, die unter seinem Vorsitz im folgenden Quartal stattfinden muss.

Art. 34 — Falls der Rat ohne vorherige Beratung mit dem Ausschuss eine Entscheidung in einer der in Artikel 28 Absatz 1 erwähnten Angelegenheiten trifft, dann gilt diese Entscheidung als aufgehoben.

Art. 35 — Der vorliegende Erlass tritt am 30. November 1983 in Kraft.

Art. 36 — Der zuständige Minister für Wohnungswesen ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 18. Januar 1984.

Der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen
und Informatik,

J. MAYENCE

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
zuständig für die Wirtschaft,

J.-M. DEHOUSSE

VERTALING

N. 84 — 351

18 JANUARI 1984. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de samenstelling, de opdracht en de werking van de Adviesraad voor huurders en eigenaars, ingesteld bij de Raad van beheer van elke door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting erkende maatschappij

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 77bis, ingevoegd bij Decreet van de Waalse Gewestraad van 26 januari 1983;

Gelet op het advies van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en de Informatica,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Samenstelling*

Artikel 1. De bij artikel 77bis, § 1, van de Huisvestingscode ingestelde Adviesraad voor huurders en eigenaars, bij de raad van beheer van elke door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting erkende maatschappij is samengesteld uit gewone leden en, eventueel, uit plaatsvervangende leden.

Er zijn 5, 7 of 9 gewone leden, naargelang het aantal door de kiezers betrokken woningen die afhangen van de erkende maatschappij, lager is dan 1 000, lager is dan 2 000 of gelijk is aan of hoger is dan 2 000.

Art. 2. Om de vier jaar wordt, op de tweede zaterdag van mei, verkiezing gehouden van de leden van de Adviesraad voor huurders en eigenaars, hierna « de Adviesraad » genoemd.

De eerste verkiezingen zullen evenwel plaatshebben op 23 juni 1984. De verkiezingsverrichtingen hebben plaats tussen 8 en 12 uur.

Art. 3. De leden van de raad worden verkozen door de personen die op 1 september van het jaar dat het verkiezingsjaar voorafgaat, huurder of eigenaar waren en de woning werkelijk betrekken.

De stemming is niet verplicht.

Art. 4. Vier maanden voor de verkiezing, stelt de raad van beheer van de erkende maatschappij, hierna « de raad van beheer » genoemd, een alfabetische lijst op van de kiezers.

Gedurende de daaropvolgende vijftien dagen wordt de lijst, samen met de tekst van dit besluit, uitgehangen in de zetel van de erkende maatschappij.

Art. 5. Tijdens de bij artikel 4 vastgestelde bekendmakingstermijn, kunnen de in artikel 3, de lid, bedoelde huurders en eigenaars, een gemotiveerd verzoek indienen ten einde te worden ingeschreven of ten einde inschrijvingen die zij als zijnde onregelmatig beschouwen, te laten schrappen.

De bezwaarschriften moeten bij ter post aangetekende brief worden gericht aan de erkende maatschappij of tegen ontvangstbewijs worden ingediend bij de zetel ervan.

Bij ontvangst van het bezwaarschrift, zal de raad van beheer zich erover uitspreken en aan de opsteller van het bezwaarschrift onverwijld kennis geven van zijn beslissing bij ter post aangetekende brief.

Bij ontstentenis van een kennisgeving binnen de acht dagen na het opsturen of het indienen van het bezwaarschrift, wordt de inschrijving geacht goedgekeurd of de schrapping geacht verworpen te zijn.

Art. 6. Binnen de zestien dagen na het opzenden of het indienen van het in artikel 5, 2e lid, bedoelde bezwaarschrift, kan de opsteller bij ter post aangetekende brief beroep instellen bij de in artikel 27 bedoelde Commissie van Beroep en Toezicht.

De Commissie neemt een beslissing bij het ontvangen van het beroep. Zij geeft de opsteller van het bezwaarschrift en de raad van beheer onverwijld bij ter post aangetekende brief, kennis van haar beslissing.

Bij ontstentenis van een kennisgeving binnen de tien dagen, wordt de gevraagde inschrijving geacht aanvaard of de schrapping geacht geweigerd te zijn.

Art. 7. Zijn kiesbaar, de kiezers die ten minste 18 jaar oud zijn op de dag der verkiezing, die huurders of eigenaars zijn en het reeds waren op 1 januari van het jaar dat het verkiezingsjaar voorafgaat en die, wat de huurders betreft, in orde zijn met de betaling van hun huur op het ogenblik dat zij hun kandidatuur indienen.

Noch de leden van de raad van beheer, noch de leden van de erkende maatschappij, noch het personeel van de erkende maatschappij, noch familieleden van voornoemden die onder hetzelfde dak wonen, kunnen worden verkozen.

Art. 8. De kandidaturen moeten uiterlijk de zestigste dag voor de verkiezing ingediend zijn. Zij worden bij ter post aangetekende brief aan de erkende maatschappij gericht of tegen ontvangstbewijs bij de zetel ervan ingediend.

Art. 9. Uiterlijk de vijftienvestigste dag voor de verkiezing, nodigt de raad van beheer alle kiezers persoonlijk per brief uit.

De uitnodiging vermeldt de datum en plaats van de verkiezing, het aantal te kiezen leden alsmede de uiterste datum van indienen der kandidaturen.

Ze herinnert eraan dat de stemming plaats heeft tussen 8 en 12 uur.

De artikels 7 tot 11 van dit besluit zijn in de uitnodiging opgenomen.

De tekst van de uitnodiging wordt in de zetel van de maatschappij uitgehangen tot op de dag der verkiezingen.

Art. 10. De vijftigste dag voor de verkiezing stelt de raad van beheer de alfabetische lijst der kandidaten op. Deze lijst wordt in de zetel van de erkende maatschappij uitgehangen tot, volgens het geval, de verkiezingsdag of tot de in artikel 12 vermelde vaststelling van de stopzetting der verkiezingsprocedure of tot het nitroepen van de verkiezing zonder stemming.

Art. 11. De bezwaren tegen de kandidatenlijst moeten uiterlijk de veertigste dag voor de verkiezing bij ter post aangetekende brief worden ingediend bij de in artikel 27 bedoelde Commissie van Beroep en Toezicht.

Deze Commissie neemt een beslissing en deelt ze bij post aangetekende brief onverwijld mede aan de opsteller van het bezwaarschrift en aan de raad van beheer.

Indien uiterlijk dertig dagen voor de verkiezing geen kennis is gegeven van een beslissing, dan wordt het bezwaarschrift geacht verworpen te zijn.

Art. 12. Wanneer er minder kandidaten dan te verkiezen gewone leden zijn, dan wordt de verkiezingsprocedure stopgezet.

Wanneer er evenveel kandidaten als te verkiezen gewone leden zijn, dan zijn de kandidaten verkozen zonder stemming.

De raad van beheer stelt de stopzetting van de verkiezingsprocedure of de verkiezing zonder stemming vast. In beide gevallen worden de kiezers hiervan in kennis gesteld.

Art. 13. De raad van beheer staat in voor de praktische organisatie van de verkiezing. Hij neemt de nodige maatregelen ten einde de stemming in het geheim te laten verlopen.

Per duizend kiezers wordt één stembureau ingericht. Ten minste één bureau wordt 'er in de zetel van de erkende maatschappij ingericht.

Art. 14. De tweëntwintigste dag voor de verkiezing, duidt de raad van beheer de leden aan van het stembureau en van het stemopnemingsbureau. Zo nodig duidt hij ook de plaatsvervangende leden van die bureaus aan.

De stembureaus en de stemopnemingsbureaus bestaan uit ten minste drie personen, waaronder de voorzitter. De voorzitter is een lid van de raad van beheer. Hij kiest een secretaris uit de verkiesbare kiezers die geen kandidaat zijn.

Art. 15. De twintigste dag voor de verkiezing bepaalt de raad van beheer de vorm van het stembiljet.

Op dit stembiljet moeten de benaming van de erkende maatschappij, de verkiezingsdatum, de alfabetische kandidatenlijst alsmede een stemvakje voor de naam van elk van de kandidaten voorkomen.

De raad van beheer zal er voor zorgen dat er meer stembiljetten dan kiezers zijn.

Art. 16. De kandidaten mogen de stemming en de stemopneming bijwonen.

Art. 17. De kiezer wordt tot de stemming toegelaten na overlegging van zijn identiteitskaart en zijn oproepingsbrief.

De kiezer die niet in het bezit is van zijn oproepingsbrief wordt tot de stemming toegelaten indien hij voorkomt op de in de artikelen 4 tot 6 bedoelde lijst.

Art. 18. De kiezer stemt op één of op meer kandidaten. Het stembiljet is evenwel nietig indien het meer stemmen bevat dan er te verkiezen gewone leden zijn.

Art. 19. De kiezer vouwt zijn stembiljet in vier om zijn stem te verbergen en steekt het in de daarvoor bestemde stembus.

Ongeacht welk teken dat toelaat de identiteit van de kiezer vast te stellen, maakt het stembiljet ongeldig.

Zijn insgelijks ongeldig, de andere stembiljetten dan die welke aan de kiezer op het ogenblik van de stemming zijn overhandigd.

Art. 20. De stemopneming gebeurt de dag van de stemming vanaf 13 uur.

Het stemopnemingsbureau telt het aantal stemmen dat elk kandidaat heeft gekregen en maakt de lijst op van de gewone en plaatsvervangende verkozenen.

Het maakt het proces-verbaal op van die verrichtingen.

Het nodigt de aanwezige kandidaten uit het proces-verbaal te ondertekenen.

Art. 21. Worden verkozen als gewone leden, de kandidaten die het hoogste aantal stemmen behaalden. In geval van staking van stemmen wordt de kandidaat verkozen die een woning sedert het hoogste aantal jaren betreft.

Bij staking van stemmen en een gelijk aantal jaren van bewoning wordt de oudste kandidaat verkozen.

Gedeelten van jaren van bewoning worden niet meegerekend.

Art. 22. Worden als plaatsvervangende leden verkozen, de niet als gewone leden verkozen kandidaten die het hoogste aantal stemmen behaalden.

Het aantal plaatsvervangende leden mag niet groter zijn dan dat van de gewone leden.

De volgorde van de plaatsvervangers wordt bepaald door het aantal behaalde stemmen. In voorkomend geval worden de bepalingen van artikel 21, leden 2 tot 4, toegepast.

Art. 23. Binnen achtenveertig uur na de verkiezing stuurt de voorzitter van het stemopnemingsbureau een exemplaar van het proces-verbaal aan de verrichtingen van het bureau, bij ter post aangetekende brief naar de in artikel 27 bedoelde Commissie voor beroep en toezicht. Binnen dezelfde termijn wordt door de raad van beheer een exemplaar van het proces-verbaal uitgehangen in de zetel van de erkende maatschappij en stuurt hij een exemplaar ervan naar iedere kandidaat.

Art. 24. Binnen acht dagen na de verkiezing kan elke kandidaat bij ter post aangetekende brief, een bezwaarschrift indienen bij de in artikel 27 bedoelde Commissie voor beroep en toezicht.

Die Commissie zal daarover uitspraak doen en de schrijver van het bezwaarschrift alsmede de raad van beheer, bij ter post aangetekende brief onverwijld in kennis stellen van haar beslissing.

Bij ontstentenis van kennisgeving binnen dertig dagen na de verkiezing, wordt het bezwaarschrift geacht verworpen te zijn.

Art. 25. Maakt niet langer deel uit van de Adviesraad, het gewone lid dat niet meer voldoet aan de in artikel 7, 1e lid, bepaalde voorwaarden.

De raad van beheer stelt vast dat de betrokkene niet langer deel uitmaakt van de Adviesraad en stelt hem hiervan in kennis bij ter post aangetekende brief.

Binnen acht dagen na de ontvangst van die brief, kan de betrokkene met een ter post aangetekende brief, een bezwaarschrift indienen bij de in artikel 27 bedoelde Commissie voor beroep en toezicht.

Die Commissie zal daarover uitspraak doen en de schrijver van het bezwaarschrift, alsmede de raad van beheer, bij ter post aangetekende brief, onverwijld in kennis stellen van haar beslissing.

Bij ontstentenis van kennisgeving binnen dertig dagen na de verzending van het bezwaarschrift, wordt het geacht te zijn verworpen.

Art. 26. Het gewone lid dat niet langer deel uitmaakt van de Adviesraad of waarvan het mandaat verstrijkt, wordt vervangen door een plaatsvervangend lid in de bij artikel 22, 3e lid, bepaalde volgorde.

De Adviesraad is niet meer geldig samengesteld wanneer het aantal leden ervan kleiner is dan 3.

Art. 27. Voor het Waalse Gewest wordt een Commissie voor beroep en toezicht ingesteld die hierna « De Commissie » wordt genoemd.

Zij is samengesteld uit :

— een door de Waalse Gewestsexecutieve aangewezen voorzitter;

— twee leden die door de Minister tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort, worden aangewezen onder de ambtenaren van niveau 1 van het Bestuur voor de Huisvesting;

— twee leden die door de raad van beheer van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting worden aangewezen onder haar statutaire personeelsleden van niveau 1, van de Franse taalrol.

De zetel van de Commissie is bij het Bestuur voor de Huisvesting gevestigd.

Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door het Bestuur voor de Huisvesting.

Naast de in de artikelen 6, 11, 23, 24 en 25 bepaalde bevoegdheden, heeft de Commissie een algemene bevoegdheid van toezicht op de verkiezingsprocedure.

HOOFDSTUK II. — Opdracht en werking

Art. 28. Het advies van de Adviesraad moet worden gevraagd inzake volgende aangelegenheden :

1° de betrekkingen tussen de erkende maatschappij en de eigenaars en huurders, en de informatie betreffende de rechten en verplichtingen van zowel de ene als van de anderen;

2° de animatie en de sociale en culturele activiteiten in de gebouwen of gebouwencomplexen die van de maatschappij afhangen;

3° het onderhoud en de vernieuwing van de woningen en van de omgeving;

4° de jaarlijkse intekening der lasten, verdeeld volgens de aard ervan, en het bedrag van de erop betrekking hebbende voorschotten;

5° de te treffen algemene maatregelen voor de invordering van achterstallige huren en lasten;

6° het huishoudelijk reglement der gebouwen.

Het advies van de Adviesraad kan worden gevraagd voor elke andere aangelegenheid die overeenstemt met de doeleinden van de erkende maatschappij. Geen enkel advies mag betrekking hebben op individuele gevallen.

Art. 29. Zodra hij geïnstalleerd is, verkiest de Adviesraad onder zijn leden een bureau dat ten minste bestaat uit een voorzitter en een secretaris. Hij geeft de voorzitter van de raad van beheer van de erkende maatschappij onmiddellijk kennis van de samenstelling van het bureau.

Hij kénft een huishoudelijk reglement goed en deelt het mede aan de voorzitter van de raad van beheer van de erkende maatschappij.

De Adviesraad bepaalt, in gemeen overleg met de voorzitter van de raad van beheer van de erkende maatschappij of zijn gemachtigde, de wijze waarop de inlichtingen die nodig zijn voor de goede werking, worden verstrekt.

Art. 30. De Adviesraad brengt zijn adviezen uit bij meerderheid van stemmen van de leden waaruit hij is samengesteld.

Het mandaat der leden van de Adviesraad is onbezoldigd.

Art. 31. Ten minste éénmaal per kwartaal, op verzoek van de voorzitter van de raad van beheer van de erkende maatschappij of zijn gemachtigde, roept de voorzitter van de Adviesraad, deze Raad bijeen voor een vergadering die door één of meer vertegenwoordigers van de erkende maatschappij wordt bijgewoond en, waarop de door de raad van beheer van de erkende maatschappij ingediende verzoeken om advies worden besproken.

De voorzitter van de raad van beheer van de erkende maatschappij of zijn gevolmachtigde, stelt de dagorde van de vergadering op en bekleeft er het voorzitterschap van.

De overige schikkingen van de in het eerste lid bedoelde vergaderingen, met inbegrip van de keuze van de meest geschikt dagen van de week, worden in gemeen overleg vastgesteld door de voorzitter van de raad van beheer of zijn gemachtigde en door de voorzitter van de Adviesraad.

Het advies wordt uitgebracht binnen tien kalenderdagen na de vergadering waarop het verzoek om advies, werd besproken. Indien bij het verstrijken van deze termijn, geen advies is medegedeeld aan de voorzitter van de raad van beheer van de erkende maatschappij, dan wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Art. 32. Indien de voorzitter van de raad van beheer van de erkende maatschappij of zijn gemachtigde, en de voorzitter van de Adviesraad het niet eens kunnen worden omtrent de in artikel 31, 3e lid, bedoelde schikkingen, dan wordt de beslissing door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting genomen.

Art. 33. Indien er in de loop van een kwartaal, geen enkel vergadering werd gehouden overeenkomstig artikel 31, dan roept de Directeur-Generaal van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, op verzoek van de voorzitter van de Adviesraad of van de voorzitter van de raad van beheer van de erkende maatschappij of zijn gemachtigde, een vergadering bijeen die onder zijn voorzitterschap, moet worden gehouden in het volgende kwartaal.

Art. 34. Wanneer de raad van beheer een beslissing neemt betreffende één van de in artikel 28, 1e lid, bedoelde aangelegenheden, zonder het advies te hebben ingewonnen van de Adviesraad, dan wordt die beslissing geschorst.

Art. 35. Dit besluit treedt in werking op 30 november 1983.

Art. 36. De Minister tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 januari 1984.

De Minister van het Waalse Gewest
voor de Huisvesting en de Informatica,

J. MAYENCE

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE